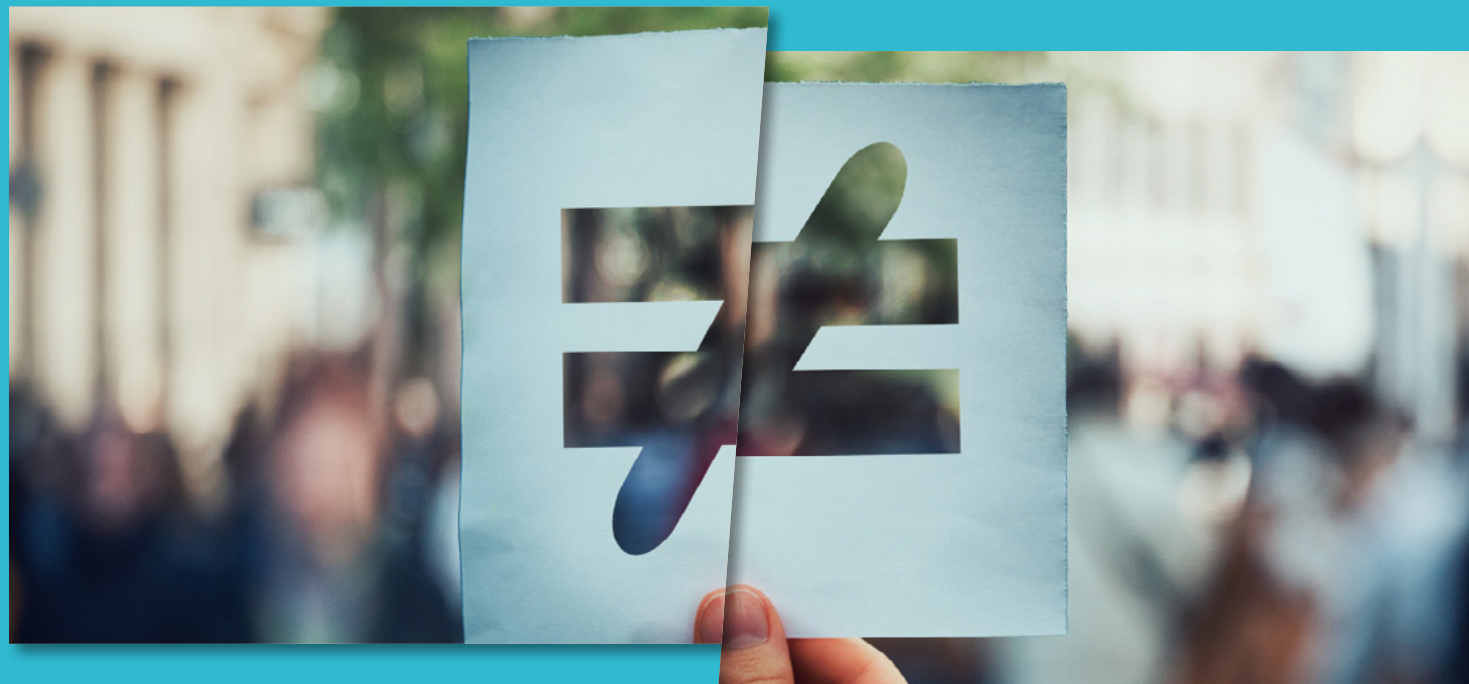




Rapport annuel 2022-2023

Septembre 2023

Sommaire

Introduction de l’Observatoire	3
Mot de Mario Régis, président du Conseil d’Administration de l’Observatoire québécois des inégalités	3
Mot de Nathalie Guay, Directrice générale de l’Observatoire québécois des inégalités	4
Notre mission	5
Les inégalités en 10 faits saillants	6
Événements	7
Journée Lumières	7
Prix Lumières	8
Conférences	9
Allocations des ressources	10
Projets de l’Observatoire	11
Insécurité alimentaire	11
Projet résilience	12
Accompagnement Empreinte inégalités	13
Bulletin de l’égalité des chances en éducation	14
Empreinte carbone des ménages québécois selon leurs revenus	15
Les ainé.e.s au québec et la fiscalité (AQDR)	16
Des orientations pour une réduction significative et durable de la pauvreté au Québec	17
Rayonnement de l’Observatoire	18
Richesses humaines	19
Conseil d’administration	20
Comité scientifique	21



Mot de Mario Régis, président du conseil d'administration

Octobre 2022. L'assemblée générale de l'Observatoire québécois des inégalités élitait quatre nouveaux administrateurs pour compléter le conseil d'administration, joindre leur énergie et compétences à celle d'une équipe fortement engagée et une nouvelle directrice générale très motivée. Un an plus tard, je suis très fier de co-signer ce rapport annuel, témoin du travail, de l'énergie et de la détermination de toutes ces personnes d'exception qui poursuivent la mission de l'Observatoire québécois des inégalités. Une mission plus que jamais essentielle. L'actualité de la dernière année nous a démontré, une fois de plus, l'importance d'un regard avisé sur les inégalités existantes. L'inflation a été toutes les lèvres. Elle a surtout miné le porte-monnaie de trop nombreux ménages, des ménages qui partagent certaines caractéristiques.

Les effets de la crise climatique ont eu une intensité différente selon les quartiers où vous habitez et selon, ici aussi, les caractéristiques des ménages. Il en est de même pour l'accès à de l'information factuelle, vérifiée, rigoureuse. La fracture numérique pose des défis au débat social, à la base de la démocratie. Au cours des dernières années, les effets tout aussi insidieux que systémiques de la discrimination et de l'exclusion ont révélés l'importance d'une approche EDI (équité, diversité, inclusion) pour contrer les inégalités.

Dans un tel contexte, l'Observatoire québécois des inégalité apparaît comme un levier essentiel pour comprendre les défis sociaux de notre époque. Pour éclairer les personnes qui, au quotidien, agissent et prennent des décisions, sur la base de faits démontrés, en faveur d'une plus grande justice sociale, d'une société plus équitable. Par votre appui à la mission de l'Observatoire, par votre engagement, votre membership, merci d'y contribuer.

Bonne lecture!

Mario Régis, *Président du conseil d'administration*



Mot de Nathalie Guay, directrice générale de l'Observatoire

En parcourant ce rapport, vous constaterez que tout en poursuivant ses collaborations avec divers partenaires pour analyser des inégalités spécifiques aux personnes âgées, des inégalités aux sein des milieux organisationnels ou des inégalités en contexte pandémique, l'Observatoire a su éclairer des débats d'actualité en organisant un événement d'envergure sur la hausse du coût de la vie, en dévoilant un premier bulletin sur l'égalité des chances en éducation, en publiant une analyse sur les émissions de GES en fonction des revenus, ou en participant aux consultations sur le 4^e plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. La croissance et la mobilisation de l'équipe de travail ont été un puissant moteur de développement pour l'organisation : organisation de plusieurs événements, production de nouveaux formats de publication, activation de partenariats, développement d'expertise en transfert de connaissances et élaboration d'une nouvelle identité visuelle. Je remercie chaleureusement mes collègues pour leur complicité et leur professionnalisme. En parallèle, l'Observatoire s'est engagé dans plusieurs réflexions de nature stratégique afin de mieux identifier les impacts que l'organisation est en mesure de générer afin de contribuer à une réduction durable des inégalités au Québec. L'organisation a pu compter sur l'engagement soutenu des membres du conseil d'administration afin de contribuer à cette réflexion, ainsi que sur leur expertise de pointe pour améliorer plusieurs aspects du fonctionnement de l'Observatoire. Leur contribution m'a été très précieuse en cette première année de mandat et je les en remercie. Je tiens à remercier nos nombreux partenaires financiers pour leur confiance et leur appui essentiel à notre mission. Je remercie également les membres et bénévoles, de même que les nombreuses personnes alliées de l'Observatoire, pour leur contribution inestimable aux activités de l'organisation.

Poursuivons notre lancée!

Nathalie Guay, *Directrice générale*

Notre mission

L'Observatoire québécois des inégalités produit, mobilise et démocratise des connaissances sur différentes formes d'inégalités au Québec afin d'éclairer la prise de décision et sensibiliser un large public à l'état des inégalités, à leurs causes et conséquences ainsi qu'aux solutions disponibles. L'Observatoire est un organisme de bienfaisance enregistré qui est basé à l'Université de Montréal. Il a vu le jour en 2019.

En intégrant le concept d'ADS+ (Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle), l'Observatoire privilégie une perspective allant au-delà des analyses traditionnelles des inégalités. Cette approche considère non seulement les disparités économiques, mais également les multiples dimensions qui façonnent la vie des individus. Cette démarche reconnaît que les inégalités ne se limitent pas à une seule facette de l'identité, mais sont le produit complexe de l'interaction entre le genre, l'origine ethnique, la classe sociale, l'âge et une foule d'autres facteurs. L'adoption de cette perspective permet de révéler les structures profondes de l'injustice sociale et de concevoir des solutions plus holistiques, éclairant ainsi les voies vers un Québec plus inclusif et équitable.

L'approche intersectionnelle trouve son essence dans l'utilisation de méthodes qualitatives diversifiées. Elle permet d'aller au-delà des statistiques en donnant la parole aux individus et en reconnaissant la valeur des expériences vécues. Les entretiens approfondis avec des personnes provenant de divers milieux offrent des perspectives riches, révélant les nuances souvent invisibles des inégalités quotidiennes. En complément, nous valorisons aussi la recherche-action, ainsi que les entretiens et la collaboration avec des expertes et experts du vécu, car ces méthodes enrichissent notre analyse en prenant en compte la complexité des réalités individuelles tout en s'arrimant rigoureusement à différents types de données quantitatives et qualitatives.

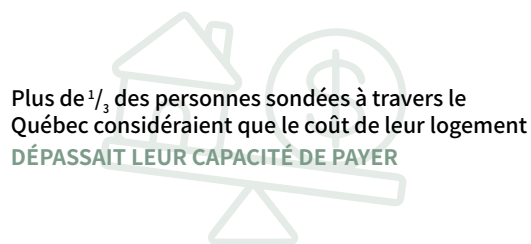
L'Observatoire a également amorcé une démarche d'impact et clarté stratégique en janvier 2023 avec l'accompagnement d'Innoweave, développé par la Fondation McConnell.

En complément, nous valorisons aussi la recherche-action, ainsi que les entretiens et la collaboration avec des experts du vécu, car ces méthodes enrichissent notre analyse en prenant en compte la complexité des réalités individuelles tout en s'arrimant rigoureusement à différents types de données quantitatives et qualitatives.

Enfin, la recherche menée à l'Observatoire doit bénéficier au plus grand nombre.



Les inégalités en 10 faits saillants



Plus de $\frac{1}{3}$ des personnes sondées à travers le Québec considéraient que le coût de leur logement **DÉPASSAIT LEUR CAPACITÉ DE PAYER**

1 personne **IMMIGRANTE** sondée sur 3 a puisé dans ses économies pour parvenir à **COMBLER SES DÉPENSES DE BASE** durant la pandémie

(Projet résilience)



1,6 X

Plus de la moitié des immigrantes moins nanties sondées détenaient

UN DIPLÔME UNIVERSITAIRE

(Projet résilience)



L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE affecte de manière disproportionnée différentes catégories de population au Canada, dont **43 % DES FAMILLES MONOPARENTALES** ayant une femme à leur tête, **39% DES PERSONNES NOIRES** et **31 % DES PERSONNES AUTOCHTONES**



4/10 PARTICIPANT·ES au suivi longitudinal ont ressenti un **ISOLEMENT SOCIAL** persistant durant la pandémie, dont des personnes vivant seules, des aîné·es et des immigrant·es

(Projet résilience)

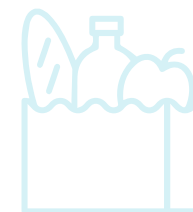
ENVIRON 1/5 PARTICIPANT·E au suivi longitudinal déplorait des besoins insatisfaits en matière de **SERVICES ET SOINS DE SANTÉ** durant la pandémie

(Projet résilience)



1 MILLION

plus d'1 million de québécois et québécoises étaient en situation **D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE** en 2021, soit **15 %** de la population



50%

1 personne immigrante sur 2 craignait de **NE PAS** pouvoir **FAIRE FACE À SES OBLIGATIONS FINANCIÈRES** dans un sondage réalisé en mai 2021



Alors que la consommation des ménages appartenant au quintile inférieur de la distribution des revenus générait en 2017 une moyenne de **9,8 TONNES ÉQUIVALENT CO₂** par ménage, la consommation de ceux se trouvant au sommet de la distribution générait en moyenne **28,1 TONNES ÉQUIVALENT CO₂** par ménage, soit près de trois fois plus

Journée lumières sur le coût de la vie

Organisée par l'Observatoire québécois des inégalités en partenariat avec Centraide Québec, Chaudière-Appalaches et Bas-Saint-Laurent et avec l'appui de plusieurs autres organisations, la journée « Lumières sur le coût de la vie » a permis à une centaine de personnes issues des milieux communautaire, universitaire et politique d'échanger sur les facteurs influençant le coût de la vie, les impacts de la hausse des prix sur les personnes les plus vulnérables ainsi que les solutions pour réduire les inégalités.

La journée, qui s'est tenue le 4 avril 2023 au Terminal de Croisière à Québec, a débuté par un état des lieux de la situation actuelle, des répercussions sur le pouvoir d'achat et les conditions de vie des populations les plus vulnérables. L'accent a été mis sur les effets du coût de la vie sur les inégalités. Dans la deuxième partie de la journée, les expertes et experts présents ont évalué les effets des politiques publiques mises en place pour pallier la hausse du coût de la vie et ont discuté de pistes de solutions à envisager pour limiter son impact sur les populations vulnérables.



Cette journée a été rendu possible grâce à :



Prix Lumières et prix de la relève

Prix Lumières sur les inégalités

Remis en partenariat avec le Festival littéraire Metropolis bleu, le prix Lumières sur les inégalités récompense un ouvrage à la fois érudit et accessible ayant contribué de façon significative au débat public sur les inégalités économiques et sociales, incluant des solutions pour les réduire. Le livre doit avoir été écrit ou traduit en français ou en anglais au cours de la dernière décennie. Il peut être publié par une maison d'édition canadienne, américaine ou européenne et doit être disponible au Canada.

Dans le cadre de l'édition 2023 du Prix Lumières sur les inégalités, en collaboration avec le Festival littéraire international Metropolis bleu, l'Observatoire a eu l'honneur de décerner le prix 2023 à l'économiste de renommée mondiale Esther Duflo.

Cofondatrice et codirectrice du Laboratoire Abdul Latif Jameel, un réseau mondial de recherche-action contre la pauvreté, Mme Duflo a fait preuve d'un engagement exceptionnel envers la compréhension et l'atténuation des inégalités. En tant que professeure émérite au département d'économie du *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) et au Collège de France, elle a consacré sa carrière à la recherche sur la pauvreté et aux approches expérimentales des politiques publiques. Le prix Nobel d'économie qu'elle a reçu en 2019, en collaboration avec Abhijit Banerjee et Michael Kremer, témoigne de la portée mondiale de ses contributions. Ses travaux continus sur des domaines tels que la santé, l'éducation, l'inclusion financière, l'environnement et la gouvernance reflètent son engagement envers un avenir plus équitable.

Par le biais de ce prix, l'Observatoire a mis en avant les recherches précieuses de Mme Duflo sur les inégalités et la pauvreté, tout en soulignant son dévouement pour la vulgarisation et le partage des connaissances à travers sa série de livres : *La pauvreté expliquée aux enfants* par Esther Duflo.

Prix de la relève : Lumières sur les inégalités

Le prix de la relève : Lumières sur les inégalités récompense chaque année un.e étudiant.e dont les travaux de recherche liés aux inégalités se sont particulièrement illustrés par leur excellence.

Cette année, le jury a été particulièrement impressionné par le parcours exceptionnel de Jade Almeida, la qualité de ses productions, son niveau d'implication communautaire, ses succès en transfert de connaissances et l'importance des enjeux concrets d'inégalité qu'elle soulève.

Les expertises de Mme Almeida l'ont notamment conduit à étudier les vécus de femmes noires au sein d'organismes féministes au Québec, de même qu'à analyser la réalité sociale spécifique des femmes noires non hétérosexuelles.



Jade Almeida, lauréate 2023 du Prix de la relève Lumières sur les inégalités et **François Fournier**, chercheur à l'Observatoire québécois des inégalités.



Esther Duflo, lauréate du prix Lumières sur les inégalités et **Nathalie Guay**, Directrice générale de l'Observatoire québécois des inégalités.

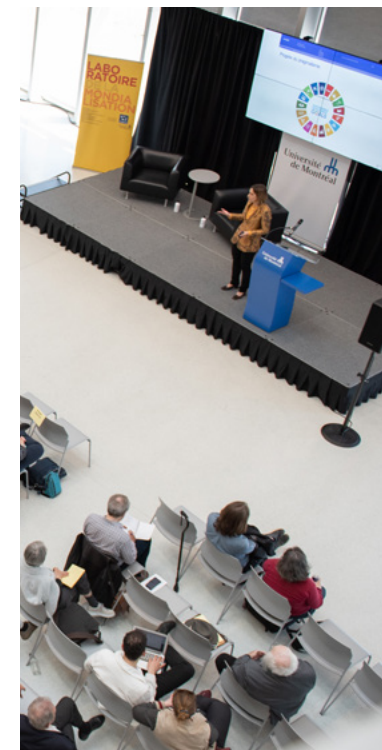
« Comment lutter efficacement contre la pauvreté et les inégalités »

avec Esther Duflo, prix Nobel d'économie 2019

En collaboration avec l'Université de Montréal et le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM), Esther Duflo, récipiendaire de l'édition 2023 du prix Lumières sur les inégalités, décerné conjointement par l'Observatoire québécois des inégalités et le Festival littéraire international Metropolis Bleu, est intervenue pour discuter de la mise en œuvre de solutions concrètes visant à réduire efficacement et durablement la pauvreté et les inégalités.

La conférence de Mme Duflo a été animée par Frédéric Mérand, directeur du Département de science politique de l'Université de Montréal, et a été suivie d'une session de questions-réponses avec le public.

Plus d'une centaine de personnes étaient présentes à l'événement, organisé au Campus MIL de l'Université de Montréal.



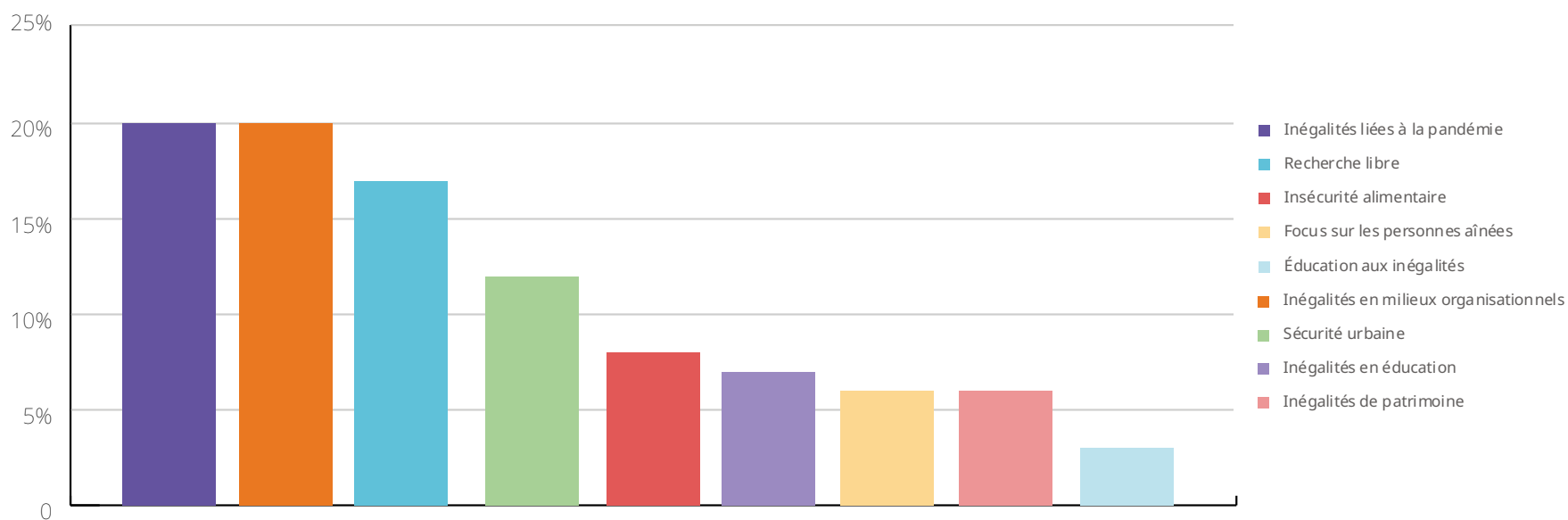
Allocation des ressources

Quatre projets de recherche démarré au cours des années précédentes se sont poursuivis en 2022-2023 : le Projet résilience concernant les impacts de la pandémie sur les populations moins nanties, le projet sur les aînés et la fiscalité, le projet sur l'insécurité alimentaire ainsi que le projet Empreinte inégalités. Ce dernier projet, permettant un accompagnement des organisations afin de réduire les inégalités au sein de leurs structures, est le seul qui se poursuivra l'an prochain.

Quatre projets majeurs ont débuté en 2022-2023 et génèreront des publications et des activités en 2023-2024 : un projet sur les liens entre les inégalités de patrimoine et celles de santé, le premier Bulletin de l'égalité des chances en éducation, le projet d'éducation aux inégalités et un projet sur la sécurité urbaine dans un arrondissement montréalais.

De plus, l'équipe a pu dégager des marges de manœuvres sous forme de « recherche libre » afin de livrer des analyses et des contributions sous diverses formes sur des enjeux variés : empreinte GES des ménages selon les revenus, mémoire sur le 4e plan de lutte contre la pauvreté et à l'exclusion sociale, objectifs de développement durable, etc.

Proportion du temps de travail selon les sujets (projets de recherche)



La faim justifie des moyens

Parmi le million de personnes en situation d'insécurité alimentaire au Québec, près de 700 000 vivent une situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave (quantité ou qualité de nourriture compromise, ou repas sautés). C'est ce que révèle le récent rapport de l'Observatoire québécois des inégalités, publié en septembre 2022. « **L'insécurité alimentaire pèse lourdement sur la santé physique et psychologique des adultes et des enfants, sur la qualité de la vie familiale, en plus d'enfreindre leurs droits à l'alimentation et à la dignité** », explique le chercheur de l'Observatoire et auteur du rapport, François Fournier.

Le rapport met notamment en lumière le fait que de nombreuses personnes et organismes rencontrés dans le cadre de cette étude estiment que la lutte contre l'insécurité alimentaire doit passer à une vitesse supérieure en incluant désormais des objectifs et des moyens appropriés pour assurer sa réduction significative et sa prévention.

La réalisation d'une telle vision nécessite de s'attaquer à la principale cause de l'insécurité alimentaire, à savoir le manque de ressources financières des ménages, qui résulte d'inégalités persistantes et de politiques sociales insuffisantes. La réduction durable et la prévention de l'insécurité alimentaire ne peut reposer sur une stratégie d'intervention qui est uniquement « alimentaire », elle doit également viser une amélioration substantielle du filet de protection sociale.

C'est également dans le cadre d'un webinaire, organisé le jeudi 27 octobre 2022 par l'Observatoire, que divers acteurs du milieu communautaire, représentant les Banques alimentaires du Québec, Carrefour solidaire, le Collectif pour un Québec sans pauvreté, le Conseil du système alimentaire montréalais et Paroles d'exclues se sont concertés pour tenter de dégager des solutions à long terme pour réduire durablement l'insécurité alimentaire au Québec.

[Consultez La faim justifie des moyens →](#)



Participation à des événements :

/ L'insécurité alimentaire au Québec : comment la réduire de manière durable ? Webinaire organisé par l'OQI, octobre 2022

/ Présentation (en ligne) à Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais (TCFDSO), octobre 2022

/ Présentation (en personne) au Forum de La Matanie sur l'insécurité alimentaire (MRC Matanie-CISSS BSL), novembre 2022

/ Participation à un webinaire organisé par l'équipe de la Saine alimentation pour tous et sécurité alimentaire durable des communautés de la direction de santé publique du Saguenay Lac-St-Jean, décembre 2022



Projet résilience : les impacts de la pandémie de COVID-19 sur les 40 % moins nantis au Québec

La pandémie de COVID-19 a ébranlé le Québec entier, mais c'est à armes très inégales que les populations ont affronté la crise sanitaire. Le niveau de revenu est un déterminant majeur des inégalités socioéconomiques et de santé. C'est pourquoi l'Observatoire s'est penché sur ce qui favorisait ou au contraire affectait la résilience des foyers à faible ou modeste revenu face à cette crise inédite.

Le Projet résilience, mené par la chercheuse Sandy Torres, a documenté les difficultés, les stratégies d'adaptation et les besoins pendant les deux premières années de pandémie auprès de Québécoises et Québécois dont les revenus se situent dans les 40 % les moins élevés.

Après avoir dressé un portrait global, le projet s'est penché sur la situation de groupes moins nantis spécifiques (les femmes, les personnes immigrantes ou racisées, les personnes s'identifiant comme autochtones) et sur l'enjeu de l'isolement social, sentiment exacerbé durant la pandémie.

Le dernier volet du projet a consisté en un suivi des participant·es. Ils et elles ont été interrogés à trois reprises entre août 2021 et février 2022, soit pendant les quatrième et cinquième vagues de la pandémie.

« La pandémie de COVID-19 a exposé les inégalités existantes au sein de notre société, mais elle a également mis en lumière la résilience des populations à faible et modeste revenu. Le Projet résilience a démontré que ces populations font preuve de beaucoup de créativité pour s'adapter aux défis posés par la situation pandémique. »

- Sandy Torres, chercheuse à l'Observatoire québécois des inégalités et responsable du Projet résilience.



[Consultez la synthèse du Projet résilience →](#)

L'Observatoire tient à remercier pour leur soutien financier à ce projet :

Québec

SCFP
Syndicat canadien de la fonction publique

CDPQ

energir

Dans les médias

La Presse
Radio Canada

Participation à des événements :

/ 24e conférence mondiale en promotion de la santé (IUHPE), Montréal, mai 2023

/ 90^e Congrès de l'Acfas, Colloque 454 – L'égalité entre les femmes et les hommes au Québec : entre avancées et enjeux persistants, Montréal, mai 2023

Accompagnement « Empreinte inégalités » : Améliorer son bilan social

Les retombées positives d'une gestion plus équitable et inclusive du milieu de travail et de la réduction de son empreinte inégalités sont très bien documentées : meilleure capacité d'attraction et de rétention du personnel et des talents, amélioration de la productivité, source d'innovation, protection contre certains risques, etc. Financé par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, le service d'accompagnement « Empreinte inégalités » permet aux organisations québécoises de bénéficier de ces retombées positives en s'inscrivant dans une démarche sérieuse de réduction des inégalités.

Le projet d'accompagnement « Empreinte inégalités » est un programme de recherche-action organisé en trois phases dont la première a débuté à l'hiver 2021. Il s'adresse à toutes les organisations, entreprises privées ou parapubliques qui désirent développer ou bonifier leur stratégie d'équité, diversité et inclusion (EDI) à l'interne. Grâce à la création et à la mise en ligne d'un outil d'autodiagnostic gratuit, l'accompagnement personnalisé a pu être proposé à plusieurs entreprises et se poursuivra en 2023-2024.

« L'accompagnement Empreinte Inégalités représente notre démarche pour favoriser des milieux de travail plus équitables et inclusifs. En travaillant ensemble pour réduire les inégalités, nous visons une meilleure productivité, une rétention du personnel plus solide et une plus grande capacité d'innovation. »

- Marianne-Sarah Saulnier, chercheuse à l'Observatoire québécois des inégalités



Apprenez-en plus sur l'accompagnement « empreinte inégalités » →

Ce projet est rendu possible grâce à :



Bulletin de l'égalité des chances en éducation

L'Observatoire québécois des inégalités a publié cette année sa première édition du Bulletin de l'égalité des chances en éducation, dont l'objectif est de dresser un portrait de la réussite scolaire, de documenter les inégalités qui existent dans le système éducatif actuel et d'identifier des perspectives afin de les réduire.

«On constate qu'une bonne partie des données accessibles datent déjà de plusieurs années, la publication ministérielle la plus récente remontant à 2015, explique Maude Roy-Vallières, coautrice du Bulletin. Même si certains indicateurs continuent d'être publiés, tels que les taux de diplomation et de qualification au secondaire, plusieurs données nécessaires à l'établissement d'un portrait global et actuel du système éducatif ne sont pas disponibles actuellement et doivent faire l'objet de traitements particuliers.»

Le rapport complet contient plus de 40 figures informant sur l'évolution de la situation entre 1970 et 2023 par ordre d'enseignement. Par exemple, au préscolaire et au primaire, un nombre croissant d'enfants montre une vulnérabilité dans leur développement. Les inégalités ne se limitent toutefois pas à l'entrée dans le monde scolaire. Selon Pierre Doray, professeur au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal et co-auteur du Bulletin, « les taux d'accès et de diplomation au niveau collégial et universitaire sont associés à des inégalités en fonction du genre, et on observe également une baisse de la proportion des effectifs étudiants adultes ».

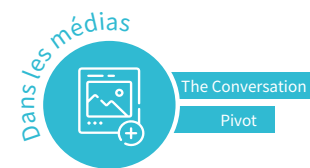
Dans une analyse thématique, les chercheurs abordent aussi l'état actuel du système scolaire québécois, caractérisé par le développement de parcours de formation différenciés au secondaire (public, public enrichi et privé) et auquel on peut identifier des inégalités sociales. Par exemple, à l'école publique, 37% des élèves du secondaire inscrits au programme régulier accèdent aux études collégiales, alors que cette proportion grimpe à 68% pour ceux inscrits aux programmes enrichis. Au privé, ce sont 77% des élèves qui passeront aux études supérieures, soit plus du double de ceux inscrits au public régulier.

L'Observatoire a également mené un sondage auprès de la population concernant les défis posés par le système éducatif actuel ainsi que leur perception du concept d'école à trois vitesses. Près de la moitié des répondants est insatisfaite du système, et une majorité est en accord avec diverses propositions allant de l'augmentation des ressources à divers changements permettant une plus grande mixité sociale dans les écoles.



[Consultez le Bulletin de l'égalité des chances en éducation édition 2023 →](#)

Ce projet bénéficie de l'appui du CTREQ



Empreinte carbone des ménages québécois selon leur revenu

En 2023, l'Observatoire a réalisé une analyse inédite de l'empreinte carbone des ménages québécois selon leur revenu. En empruntant une approche basée sur la consommation, l'analyse met en lumière l'écart important entre l'empreinte carbone des ménages moins nantis et des ménages plus fortunés. En mettant également en relief les disparités en termes de précarité énergétique, elle soulève des questions de justice climatique.

« Alors que les ménages à faible revenu ont, en moyenne, une empreinte carbone moindre que les ménages plus fortunés, ceux-ci sont plus vulnérables aux effets des changements climatiques. »

- Geoffroy Boucher, économiste, Observatoire québécois des inégalités



Les principaux constats :

- L'empreinte carbone des ménages correspond à la quantité totale de gaz à effet de serre émise pour répondre aux besoins de consommation de ceux-ci.
- En 2017, les dépenses courantes des ménages au Québec ont généré en moyenne 18,4 tonnes équivalent CO₂ par ménage.
- L'analyse selon le niveau de revenu révèle que les dépenses courantes des ménages les mieux nantis conduisent à des émissions de gaz à effet de serre au moins trois fois plus élevées que celles des ménages les moins nantis.
- Cet écart s'explique notamment par l'importance des dépenses en énergie et combustibles réalisées par les ménages se trouvant au sommet de la distribution de revenu.
- Une prise en compte des investissements privés, exclus de la présente analyse, aurait pour effet d'accroître significativement l'empreinte carbone des ménages à plus hauts revenus. En suivant une telle approche à l'échelle canadienne, des évaluations ont obtenu une empreinte carbone jusqu'à 19 fois plus élevées chez les 1% plus hauts revenus que chez les individus faisant partie des 50% moins nantis.

[Consulter l'analyse →](#)



Les aîné.e.s au québec et la fiscalité

Le vieillissement démographique qui touche de plein fouet le Québec soulève certains enjeux socioéconomiques et provoque certains ajustements des politiques publiques, aux différents paliers de gouvernement. L'un de ces enjeux concerne le niveau de vie des personnes âgées.

La mesure du panier de consommation, l'indicateur de référence du gouvernement fédéral et de Statistique Canada pour l'analyse du faible revenu sous l'angle de la couverture des besoins de base, mène à la conclusion que le faible revenu est en diminution constante depuis plusieurs années chez les personnes âgées et qu'il est généralement inférieur au taux de faible revenu du reste de la population.

Cette étude, menée par l'Observatoire pour l'AQDR (Association québécois des personnes retraitées et pré-retraitées) révèle cependant, à partir des microdonnées de l'Enquête canadienne sur le revenu (ECR), que le choix des seuils de faible revenu peut mener à des conclusions diamétralement différentes. Selon le seuil de revenu viable, les personnes âgées présentent généralement des taux de faible revenu plus élevés que la population active et ces taux ont tendance à augmenter avec l'âge, ce qui confirme la pertinence de s'attarder aux questions de précarité économique des personnes âgées.

«Partant de ce constat, nous souhaitons interroger le rôle des mesures fiscales dans la lutte contre la pauvreté des personnes âgées, explique Roberson Édouard, chercheur sénior à l'Observatoire et auteur du rapport. Nous constatons d'une part que de nombreux crédits d'impôt non remboursables existent - dont certains destinés spécifiquement aux aîné.es -, mais ne bénéficient a priori pas aux aîné.es à faible revenu, surtout ceux et celles qui se trouvent en-dessous du seuil de revenu viable».

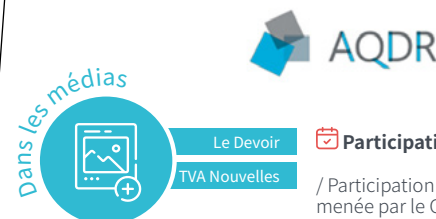
D'autre part, les crédits remboursables semblent adéquatement conçus pour atteindre, entre autres, les aîné.es à faible revenu mais le montant qu'ils redistribuent semble trop faible pour assurer un niveau de vie décent à l'ensemble de la population visée.

Des simulations de changements fiscaux susceptibles de relever le revenu des personnes âgées les moins nanties au niveau du revenu viable, ont été réalisées afin d'en évaluer l'impact sur le faible revenu des aîné.es et les finances publiques des gouvernements québécois et fédéral. À cet égard, de très importantes réductions du taux de faible revenu peuvent en découler mais cela requerrait un effort budgétaire conséquent.



[Consultez le rapport complet →](#)

Ce projet a été rendu possible grâce à :



Le Devoir

TVA Nouvelles

Participation à des événements :

/ Participation à la consultation d'experts menée par le Conseil national des aînés autour du thème : Appuyer le vieillissement chez soi au Canada - juin 2023.

/ Colloque sur la santé financière des aînés - février 2023

Des orientations pour une réduction significative et durable de la pauvreté au Québec

En plus de générer des effets néfastes sur le bien-être des personnes qui la subissent, la pauvreté occasionne des coûts importants pour l'ensemble de la société, particulièrement dans le réseau de la santé et des services sociaux et dans le système de justice, en plus d'entraver la prospérité économique.

Afin de contribuer à l'élaboration du 4^{ème} plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, l'Observatoire a déposé un mémoire mettant l'accent sur quatre défis afin de réduire durablement la pauvreté au Québec.

01. **Le niveau de faible revenu est demeuré stable au cours des 20 dernières années.** La baisse marquée du niveau de faible revenu en 2020 grâce aux mesures d'aide financière d'urgence accordées durant la pandémie de COVID-19 démontre qu'il est possible d'avoir un effet rapide et efficace sur la distribution de revenus.
02. **Certaines catégories de personnes sont surreprésentées parmi la population en situation de faible revenu :** les personnes âgées, les personnes sans diplôme, les personnes immigrantes, les personnes dont la principale source de revenu sont les transferts gouvernementaux et les personnes vivant seules.
03. **Insuffisance du filet social :** Selon nos analyses, le filet social québécois ne parvient pas à répondre adéquatement aux besoins de base des personnes à faible revenu. Par exemple, les programmes d'aide de dernier recours ne permettent pas d'atteindre les seuils des principales mesures de pauvreté
04. **Piège de pauvreté :** L'accumulation de mesures visant les personnes à faible revenu contribue à créer un « piège de pauvreté ». Ce piège empêche ces personnes d'améliorer significativement leurs conditions de vie et constitue un obstacle à la sortie de la pauvreté.

ORIENTATIONS POSSIBLES

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale visait deux objectifs : le renforcement du filet de sécurité sociale et économique et la prévention des causes de la pauvreté. Afin de réduire significativement la pauvreté et les inégalités de revenu au Québec, le gouvernement pourrait prioriser la prévention ainsi que des mesures structurantes s'attaquant directement aux racines de la pauvreté, articulées autour des orientations suivantes :

- Améliorer le soutien au revenu ;
- Réduire les entraves à la sortie de la pauvreté;
- Agir en prévention pour briser le cycle de la pauvreté ; et
- Évaluer l'action gouvernementale en matière de lutte à la pauvreté.



L'équipe de l'Observatoire a rencontré la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, Mme Chantal Rouleau, afin de lui présenter son mémoire.

[Consultez le mémoire complet →](#)

[Retrouvez toutes les publications de l'Observatoire sur le site internet ! →](#)

Rayonnement de l'Observatoire



5,6K
abonnés



2912
abonnés



700
abonnés



Infolettre
taux d'ouverture
+ de 50%



Infolettre
contacts actifs
2166



51 parutions
dans les médias

2 événements
organisés par l'OQI
réunissant plus de 100
personnes sur place



2 webinaires
organisés par l'OQI

2 remises de prix

Prix Lumières sur les inégalités
et le prix de la Relève Lumières sur les inégalités.

Richesses humaines



Béranger Benteux
Chercheur en résidence



François Fournier
Chercheur



Geoffroy Boucher
Économiste



Héloïse Michaud
Chercheuse en résidence



Lorène Cristini
directrice par intérim (congé maternité)



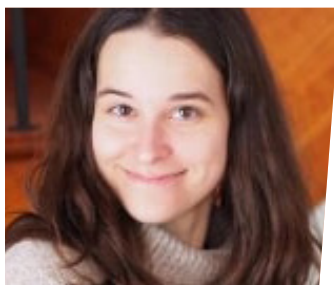
Maïli Bellon
*Adjointe aux opérations
et aux communications*



Marianne Castelan
*Responsable des communications
et affaires publiques*



Marianne-Sarah Saulnier
Chercheuse - intersectionnalité et ADS+



Maude Roy-Vallières
Chercheuse en résidence



Nathalie Guay
Directrice générale



Roberson Édouard
Chercheur sénior



Sandy Torres
Chercheuse



Sara Farley
chercheuse en résidence

Conseil d'administration



Benjamin Prud'homme
Administrateur



Marc-Édouard Joubert
Secrétaire



Marianne Meunier
Administratrice



Mario Regis
Président



Sophie Gagnon
Vice-présidente



Tania Saba
Administratrice



Xavier-Alexandre Courcy
Trésorier

Conseil scientifique

Alain Noël

Professeur au Département de science politique à l'Université de Montréal et ancien président du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE)

Claude Lessard

Professeur émérite au Département d'éducation à l'Université de Montréal et ancien président du Conseil supérieur en éducation

Daniel Weinstock

Professeur titulaire à la Faculté de droit McGill

France St-Hilaire

Vice-présidente à la recherche à l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP)

Karim Moussaly

Économiste indépendant

Leila Benhadjoudja

Professeure adjointe École d'études sociologiques et anthropologiques à l'Université d'Ottawa

Louise Potvin

résidente du Conseil scientifique de l'Observatoire québécois des inégalités et professeure titulaire à l'École de santé publique de l'Université de?

Manon Bergeron

Professeure au Département de sexologie à l'UQÀM

Nolywé Delannon

Professeure adjointe au Département de management à l'Université Laval

Pier-André Bouchard St-Amand

Professeur de finances publiques à l'ENAP

Pierre Fortin

Professeur émérite au Département des sciences économiques à l'ESG UQÀM

Simon Langlois

Professeur émérite au Département de sociologie de l'Université Laval



Merci de continuer à soutenir le travail de
l'Observatoire québécois des inégalités